



1. Une nouvelle réforme de la PAC (politique agricole commune) sera adoptée en 2021. Nous sommes convaincus de la nécessité de revoir fondamentalement la PAC pour réorienter rapidement les pratiques agricoles et d'élevage vers l'agroécologie et pour ce faire de dialoguer avec les représentants de l'agriculture paysanne et des associations citoyennes qui les soutiennent. Votre parti s'engage-t-il à mettre tout en œuvre pour que la PAC nouvelle mette en place ce changement et que les aides financières accordées aux agriculteurs et éleveurs le soient majoritairement et à terme exclusivement sur base de critères écologiques et sociaux ?

Oui, nous nous engageons à réorienter l'agriculture belge et européenne vers l'agro-écologie et l'agriculture biologique, entre autres par le biais des aides, et à utiliser des critères écologiques et sociaux pour les aides financières.

Vous trouverez notre programme pour une agriculture paysanne et responsable ici :

[https://www.ptb.be/une\\_agriculture\\_paysanne\\_et\\_responsable](https://www.ptb.be/une_agriculture_paysanne_et_responsable).

Dans notre programme européen nous avons également un chapitre sur l'agriculture et la biodiversité : [https://www.ptb.be/agriculture\\_et\\_biodiversite](https://www.ptb.be/agriculture_et_biodiversite).

Vous pouvez y lire :

« Nous voulons que la politique agricole commune soutienne davantage les petites entreprises, par exemple en plafonnant les aides ou en les rendant dégressives selon la superficie.

La nouvelle politique agricole commune ne tiendra pas seulement compte de l'activité agricole réelle, de l'emploi et de la fourniture de services à la société. Elle devra également contribuer à la transition vers des pratiques agro-environnementales et biologiques, à la réduction significative de la consommation de viande en faveur des protéines végétales, à l'agriculture biologique et aux circuits courts.

L'agriculture doit passer à l'agroécologie et aux méthodes de production biologique. C'est nécessaire pour maintes raisons : changement climatique, protection des sols, pollution des eaux de surface et souterraines par les nitrates, les pesticides et leurs résidus... Nous voulons une agriculture moderne, sans impact néfaste sur l'environnement, la nature ou la santé des consommateurs. L'agroécologie peut même apporter une contribution environnementale positive car elle est capable de stocker de grandes quantités de carbone dans le sol et de freiner ainsi le réchauffement climatique. Cela implique qu'on doit recourir aux principes de l'agriculture biologique : réduire drastiquement l'utilisation d'engrais et de substances nocives pour l'environnement, optimiser l'utilisation des ressources aquifères, favoriser l'activité biologique des sols et préserver la biodiversité. Les aliments doivent être sains, variés et exempts de produits toxiques. Les insectes, les invertébrés, les mammifères petits et grands, les oiseaux et diverses espèces végétales dépendent d'un paysage agricole structuré et peu pollué. »

2. Les pesticides de synthèse sont largement responsables de l'effondrement de la biodiversité mis en avant par la communauté scientifique. Ils sont aussi très impliqués dans les principales maladies de civilisation qui touchent de plus en plus nos concitoyens et plus particulièrement les enfants.
- Votre parti est-il favorable à ce que leur élimination soit programmée ?
- Dans cette optique, et en application du principe de précaution, vous engagez-vous à retirer du marché à bref délai tous les pesticides suspectés d'être des perturbateurs endocriniens ou d'être nocifs pour la faune et notamment les insectes pollinisateurs ?

Oui nous nous y engageons.

Notre programme dit ceci à ce propos :

- ⑩ Nous conseillons les agriculteurs pour une utilisation la plus limitée possible de pesticides et d'engrais. Les conseillers privés, la publicité, la promotion et la vente liée (engrais-pesticides-semences) sont interdits.
- ⑩ Nous appliquons le principe de précaution pour l'autorisation de nouveaux pesticides avec de nombreux tests et une période de surveillance suffisamment longue.
- ⑩ Les centres de recherche agricole publics se concentrent sur la mise au point des meilleures méthodes agroécologiques et biologiques adaptées à nos régions et cultures (en tenant compte du changement climatique).
- ⑩ Nous aidons financièrement, matériellement et techniquement les agriculteurs qui veulent se reconverter vers des formes d'agroécologie plus poussées : agriculture biologique, permaculture, agroforesterie,...

3. Votre parti estime-t-il qu'il faut mettre fin à l'artificialisation croissante des espaces naturels qui perturbe fondamentalement le cycle de l'eau ?
- Dans cet esprit, êtes-vous favorable à l'arrêt de l'extension de l'habitat en dehors des agglomérations, à l'arrêt de la création de nouveaux zonings de développement économique et de nouvelles infrastructures routières ?

Oui nous sommes d'accord.

Toujours dans notre programme agriculture, vous trouverez à ce propos dans le sous-chapitre « La terre à ceux qui la travaillent » :

- ⑩ Nous protégeons les terres agricoles et les petites et moyennes exploitations agricoles. Nous stoppons l'artificialisation des sols. Hormis la conversion en zone naturelle dans des cas particuliers, plus aucune terre agricole ne sera sacrifiée.
- ⑩ Nous interdisons la vente de terres agricoles par les pouvoirs publics et l'achat de terres agricoles par des spéculateurs. Les terres agricoles ne peuvent être achetées que par de véritables agriculteurs ou des opérateurs publics.

« De plus en plus de terres sont soustraites à la production agricole parce que d'autres utilisations sont plus rentables : conversion en zones d'habitats ou en zonings industriels (ce qu'on appelle l'artificialisation des terres), élevage de chevaux... Depuis le début des années 1960, l'Union européenne a ainsi perdu un cinquième de sa surface agricole, soit l'équivalent de onze fois la superficie de la Belgique. En Flandre, un tiers des terres sont aujourd'hui artificialisées et en Wallonie au moins un dixième. Les terres agricoles sont pourtant une richesse naturelle qui n'est pas infinie et nous en avons besoin pour nourrir

l'humanité et limiter les émissions des gaz à effet de serre. Il faut donc mettre fin à cette artificialisation des terres.

Nous protégeons donc les terres agricoles et les petites et moyennes exploitations agricoles. Hormis la conversion en zone naturelle dans des cas particuliers, plus aucune terre agricole ne sera sacrifiée.

Le rachat des terres pour être destinées à d'autres activités économiques et le placement d'importants capitaux dans le foncier entraînent une spéculation importante sur la terre agricole et accroissent le phénomène de concentration des fermes. En Wallonie, moins de la moitié des terres agricoles qui sont mises en vente sont achetées par des agriculteurs. La pression sur le foncier a entraîné la multiplication par 4 en moyenne du prix de la terre en 30 ans. Aussi, nous interdisons la vente de terres agricoles par les pouvoirs publics et l'achat de terres agricoles par des spéculateurs. Les terres agricoles ne peuvent être achetées que par de véritables agriculteurs ou des opérateurs publics. »

4. Le déploiement de la 5G, le réseau de télécommunication de cinquième génération, prévu dès cette année 2019 à Bruxelles, voué à être généralisé en Belgique, en Europe et dans le monde, implique une exposition accrue aux rayonnements de micro-ondes et, ce qui est plus préoccupant encore aux rayonnements dans la gamme des ondes millimétriques, à des niveaux élevés vu la prolifération des antennes nécessitée par cette technologie. Les connaissances quant à l'impact des ondes millimétriques sont loin d'être suffisantes à ce jour pour soutenir que leur utilisation pour la 5G est dénuée de risques pour la santé humaine. C'est dans cet esprit que de très nombreux spécialistes dont les compétences sont internationalement reconnues ont tiré la sonnette d'alarme dès 2017 et ensuite en 2018. En septembre 2017, plus de 170 scientifiques et médecins de 37 pays ont exprimé leur préoccupations sérieuses à propos de l'accroissement permanent et universel de l'exposition aux champs électromagnétiques par les technologies du sans-fil et demandé à l'Union européenne de suspendre tout déploiement de la 5G jusqu'à ce qu'il soit prouvé que cette technologie ne présente aucun danger pour la population européenne, particulièrement les nourrissons, les enfants, les femmes enceintes ainsi que pour l'environnement.

Votre parti soutient-il cette demande de moratoire et est-il déterminé à appliquer ce moratoire sur le territoire national ?

Cette question n'est pas traitée dans notre programme.

Notre position générale sur de tels sujets est que le PTB n'est pas opposé aux avancées technologiques, qui peuvent être source de progrès pour la société. Le problème est lorsque ces avancées sont laissées dans les mains de grands groupes privés, dont le seul but de faire du bénéfice. Toute innovation doit être sérieusement testée par des organismes neutres et indépendants, avec des périodes de surveillance suffisamment longues (application du principe de précaution). Les conséquences au niveau de la santé et de l'environnement doivent l'emporter sur la logique du profit.

5. La récente décision du président des Etats-Unis de quitter le Traité FNI sur les Forces Nucléaires à portée intermédiaire marque une volonté d'escalade dangereuse vers une guerre froide du 21 ème siècle entre la Russie et les Etats-Unis.

A partir de mars 2020, les Etats-Unis commenceront à déployer en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Belgique la première bombe nucléaire à guidage de précision de leur arsenal, la B61-12, en remplacement des B-61 actuellement entreposées à Kleine Brogel, dans une fonction visant principalement la Russie.

On sait que des armes nucléaires de plus petite puissance et plus précises augmentent la tentation de les utiliser, voire de les utiliser les premiers.

Le risque de guerre nucléaire dite limitée est donc en train de croître, avec comme terrain prévisible l'Europe.

La Belgique, membre de l'OTAN mais aussi membre du Conseil de sécurité de l'ONU, peut jouer un rôle majeur pour enrayer le processus en cours et amorcer la désescalade.

Le Traité d'interdiction des armes nucléaires adopté en 2017 par plus de 120 Etats offre, en changeant de paradigme, une opportunité historique ; il met clairement hors la loi la dissuasion nucléaire et donne à l'arme nucléaire le statut d'arme de destruction massive qui justifie son interdiction, au même titre que les armes chimiques et biologiques.

Ce serait un signal politique courageux à l'honneur de notre pays de le signer et de le ratifier.

Questions :

- Etes-vous déterminé à engager le débat sur cette proposition et à mettre tout en œuvre en faveur de cette ratification ?
- Vous engagerez-vous à refuser en conséquence le remplacement des bombes B-61 par les B61-12 sur le territoire national ?

Nous sommes bien sûr d'accord pour lzs deux revendications.

Notre programme pour la paix est ici : [https://www.ptb.be/une\\_politique\\_de\\_paix\\_active](https://www.ptb.be/une_politique_de_paix_active).

Sans aucune ambiguïté, le sous-chapitre « **Vers un monde sans armes nucléaires** » dit ceci :

- ⑩ Nous ne voulons pas d'armes nucléaires sur notre territoire et exigeons le retrait immédiat des armes nucléaires stockées à Kleine Brogel.
- ⑩ Nous signons le traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires.
- ⑩ Nous poussons la Belgique à jouer un rôle diplomatique actif en vue de la destruction de l'arsenal nucléaire mondial.

Le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires a été adopté il y a plus d'un an. Ce traité marque une étape logique vers un monde sans armes nucléaires. 122 pays l'ont signé. Mais la Belgique a décidé de boycotter les négociations. Pourtant, 66 % des Belges souhaitent que le gouvernement fédéral signe cette interdiction des armes nucléaires. Les motifs invoqués par le gouvernement pour justifier son refus étaient pour le moins laconiques : l'OTAN, au sein de laquelle la Belgique forme une alliance avec des puissances nucléaires comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, considère les armes nucléaires comme essentielles. Les États-Unis sont en train de renouveler leur arsenal nucléaire en y ajoutant environ 6 450 ogives supplémentaires. C'est pourquoi Washington se retire des accords de désarmement nucléaire et développe des armes nucléaires de taille réduite. En 2018, l'administration américaine a élaboré une nouvelle doctrine nucléaire qui facilite le déploiement des armes nucléaires. C'est un pas vers la normalisation d'une guerre nucléaire.

Le gouvernement doit changer de cap et promouvoir activement le désarmement nucléaire, comme le veut la population. Nous devons prendre l'initiative et convaincre les autres États. Le soutien de l'opinion publique à l'interdiction des armes nucléaires n'a jamais été aussi fort depuis les années 1980. Nous devons profiter de cet élan. La Belgique est l'un des rares pays au monde à posséder des armes nucléaires américaines sur son territoire. Ces armes sont en train d'être modernisées : elles deviennent plus précises et plus petites. Elles sont capables de rayer de la carte une ville comme Anvers. Pour nous, c'est le moment idéal pour remettre en question la présence de ces bombes nucléaires sur notre territoire. Les armes nucléaires de Kleine Brogel doivent disparaître. D'autres pays membres de l'OTAN l'ont déjà fait avant nous : il y a des années, la Grèce, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont décidé de ne plus autoriser l'entrée d'armes nucléaires américaines sur leur territoire. »

Par ailleurs nous sommes pour une sortie de la Belgique de l'OTAN et de l'OTAN de la Belgique (mais pas pour construire une armée européenne offensive et impérialiste à la place).

6. Notre association estime qu'il est urgent de remettre en cause la croyance largement partagée en la capacité de l'innovation technologique à affronter les enjeux écologiques planétaires actuels et, plus particulièrement celui du réchauffement climatique. On ne peut ignorer que l'Internet des objets et l'intelligence artificielle présentés comme inéluctables auront un impact lourdement significatif sur la consommation d'énergie. Cela mérite à tout le moins un débat. Votre parti est-il d'accord d'ouvrir ce débat en impliquant au maximum le milieu associatif et la société civile ? En prendrez-vous l'initiative ?

Nous sommes d'accord d'ouvrir ce débat en effet car il est évident que ces changements auront un impact sur la consommation d'énergie et de matériaux (dont des métaux rares).